



Le grand **débat national**

Ville de Buc

mardi 12 février 2019

Le grand débat national

Les Bucois-e-s ont apporté leurs contributions au Grand débat national.



À l'initiative du Président de la République, un Grand débat national est initié, du 15 janvier au 15 mars 2019, permettant aux citoyens français de débattre de questions essentielles sur l'ensemble du territoire. Des réunions d'initiatives locales sont ainsi organisées à travers toute la France.

C'est dans ce contexte que Monsieur le Maire de Buc, Jean-Marc Le Rudulier, a souhaité accueillir et faciliter le Grand débat sur sa commune, lors d'une réunion publique regroupant une centaine de personnes et qui s'est tenue à Buc, le mardi 12 février 2019. La préparation, l'animation, la régulation et la synthèse ont été confiées à un tiers neutre.

Il convient de souligner que ce débat fut dense, riche et fructueux et toujours empreint de tolérance et de bienveillance. Les prises de parole furent nombreuses et remarquables par le haut niveau de technicité notamment concernant la fiscalité. Les débats ont été particulièrement centrés sur la fiscalité et la transition écologique. Les interventions ont permis à chacun et chacune de se faire entendre, de convaincre, d'entamer une réflexion et de contribuer à ce moment d'expression citoyenne.

Les quatre thèmes du Grand débat national

Toutes les thématiques du Grand débat national ont pu être abordées.



La fiscalité et les dépenses publiques

La fiscalité permet au pays de se développer tant au niveau social qu'au plan économique. Les dépenses publiques constituent le principal instrument de l'action collective. Elles concernent pour l'essentiel les activités régaliennes et permettent de financer les prestations sociales. Ces thèmes ont suscité, lors de ce Grand débat national, une grande émulation de la part des participants, avec notamment les questionnements redondants sur l'évasion fiscale et sur l'équité fiscale.



DIFFICULTÉS, REMARQUES, DOLÉANCES, INQUIÉTUDES, CRITIQUES

- › La fiscalité étant utile et nécessaire dans le cadre des actions et des missions de l'État, il conviendrait de redéfinir pour les vingt années à venir lesdites missions.
- › Est-il prévu de faire de la pédagogie de l'économie et de la dépense publique à la population et notamment aux plus jeunes ?
- › Les amendes infligées à certaines grandes entreprises de commerce ne sont pas payées, ce qui représente 418 milliards d'euros. Il faudrait impérativement récupérer ces sommes.
- › Un citoyen estime qu'il faut relancer l'industrie, activité qui génère des emplois et des emplois induits et qui a périclité dans notre pays. Comment faire pour relancer l'emploi dans l'industrie dans notre pays ? Peut-être en diminuant les impôts de production sur l'industrie ?
- › La fiscalité est illisible en France, les entreprises doivent y consacrer trop de temps.
- › Les GAFAs (Google, Amazon, Facebook, Apple) et les sociétés du CAC 40 (ex: Total) défiscalisent. Ceux qui gagnent le plus doivent être ceux qui paient le plus y compris au niveau des sociétés.
- › Il faudrait remettre le sujet sur les paradis fiscaux au premier plan, même s'il s'agit d'un problème plus international que national.
- › Les conflits d'intérêts continuent à ne pas être recherchés et sont fort dommageables.
- › Monsieur le Président de la République a été imprudent d'avoir inscrit dans son programme la suppression de la taxe d'habitation. Il a ainsi été obligé d'augmenter les taxes de carburant pour compenser, d'où les problèmes actuels liés au mouvement des gilets jaunes.
- › Une personne est choquée par la disparité des plus hauts salaires par rapport aux plus bas. Les salaires des hauts fonctionnaires posent questionnement. Il faudrait trouver des ratios décents entre les plus hauts salaires et les plus bas.
- › Il faut baisser la fiscalité et les dépenses publiques.
- › « Les traités européens exigent que notre déficit public soit inférieur à 3 % du PIB. Cela nous strangule ».
- › Les contributions indirectes sont surtaxées par la TVA.
- › « N'y a-t-il pas trop de communes en France ? Pourquoi ne pas les regrouper en supprimant les plus petites pour que cela coûte moins cher ? »
- › La TVA sociale doit être financée par nos importations et non pas par des charges qui pèsent sur notre industrie.
- › Un citoyen estime que la suppression de l'ISF ne va pas faire revenir toutes les grandes fortunes sur le territoire.
- › Le nombre de chômeurs en France (10 % environ) est jugé trop élevé. Toutes actions visant à réduire le chômage sont essentielles. Le problème de l'emploi dans l'hexagone est la première source d'inégalité en France.
- › Les difficultés des mères isolées doivent être combattues par des mesures concrètes.



PROPOSITIONS, PISTES DE RÉFLEXION

- › Faire un moratoire au niveau des votes des lois pendant six mois, le temps d'un grand débat orienté uniquement sur la redéfinition des missions de l'État et des différentes collectivités locales.
- › Inscrire dans la Constitution que le Gouvernement n'ait le droit de prendre des emprunts que pour faire des investissements et ce, afin de rembourser la dette publique. La dette de la France qui représente quasi 100 % du PIB (N.D.L.R: 98,5 % du PIB en 2017 selon le Ministère de l'Économie) est en effet une des problématiques à résoudre d'urgence.
- › Supprimer la baisse de 5 euros par mois des Aides pour le logement (APL).
- › Rétablir l'indexation des APL sur le montant de l'inflation.
- › Arrêter les coupes budgétaires sur le logement social.
- › Mettre en place une obligation de production de logement très social sur les zones qui en sont dépourvues.
- › Revoir l'impôt avec la création d'un impôt minimum même de 1 euro par personne.
- › Réduire dans la durée ou supprimer les retraites et autres avantages donnés aux anciens présidents de la République.
- › Simplifier la fiscalité et réduire le volume des codes fiscaux pour aider les chefs d'entreprise.
- › Considérer et élaguer les dépenses inutiles.
- › Remettre en question les niches fiscales.
- › Instaurer un soutien rapide aux jeunes entrepreneurs et aux petites entreprises et leur simplifier au maximum les démarches administratives.
- › Évaluer davantage les rentabilités des gros projets et reconnaître les responsabilités (exemple: EPR).
- › Instaurer une obligation de trouver des partenariats avec d'autres pays et mutualiser ainsi les investissements lors de la mise en œuvre de projets d'envergure.
- › Indexer les retraites sur l'inflation.
- › Baisser les droits de mutation sur les propriétés de résidence principale pour favoriser la mobilité géographique des personnes.
- › Favoriser la pédagogie pour que chacun puisse comprendre les dépenses publiques.
- › Supprimer l'ISF et en contrepartie augmenter les droits de succession.
- › Revaloriser une politique familiale efficace. Maintenir les allocations familiales pour tous.
- › Créer des lois pour régler les disparités salariales, notamment dans la fonction publique.
- › Revenir à l'ISF mais avec des déductions possibles sur justificatifs d'investissements productifs dans les PME et ce, en termes d'emplois.

Les quatre thèmes du Grand débat national

Des témoignages concrets
et des propositions variées
lors de ce Grand débat.



La démocratie et la citoyenneté

La démocratie et la citoyenneté sont des thèmes prépondérants au sein de ce Grand débat national. Ils permettent d'aborder notamment la représentation des citoyens à l'échelon local, national, européen, mais évoquent aussi en filigrane nos valeurs communes, le comment bien vivre ensemble.



DIFFICULTÉS, REMARQUES, DOLÉANCES, INQUIÉTUDES, CRITIQUES

- › Un participant s'interroge sur la possible réalisation d'un bilan relatif aux aspects positifs et négatifs du regroupement des communes en communauté de communes.
- › Un citoyen est stupéfait de constater que la démocratie intéresse peu les jeunes. Il manque, à son sens, une éducation politique, qui permettrait, peut-être, de réduire le taux d'abstention aux élections.
- › Une personne se dit favorable au service civique.
- › La France n'est-elle pas prête pour passer d'une démocratie présidentielle à une démocratie parlementaire ?
- › L'hyper présidence nous amène à nous éloigner de l'esprit de la constitution : il faut donner plus de place au collectif.
- › Pour faire vivre la démocratie, faisons vivre les territoires.
- › On constate très peu de contre-pouvoir en France.
- › La possibilité d'avoir recours au référendum est intéressante au niveau local mais dangereuse au niveau national. Son utilisation doit être faite avec précaution.
- › Un citoyen se prononce contre le cumul des mandats (« *l'hémicycle est déjà vide au moment des votes* », souligne-t-il) et contre le cumul des indemnités.
- › Une personne alerte sur l'utilisation de la proportionnelle qui peut rendre un pays ingouvernable.
- › Il existe deux sources de référendums : le référendum législatif (article 11) et le référendum constituant (article 89). Des référendums d'initiative populaire sont également possibles et aussi, moins connu, un mode de consultation dit à cinq qui associe l'État, les collectivités territoriales, les syndicats, les associations et les parties prenantes (type ONG). Il faut savoir instaurer un dialogue entre les parties que chacun puisse s'exprimer.
- › Il est précisé que coupler une forte dose de proportionnelle et référendum peut être risqué si on questionne la population sur un sujet de société, et ce, à cause des réseaux sociaux qui peuvent influencer fortement le vote des élus.
- › Le sujet du vote obligatoire fait débat. Plusieurs points de vue s'opposent. Pour certains, afin d'inciter les jeunes à devenir citoyen, il faut rendre le vote obligatoire sous peine d'une petite amende. D'autres pensent qu'il faut voter par conviction plutôt que par obligation légale. D'autres acquiescent au vote obligatoire mais en tenant compte du vote blanc qui est aussi une expression, les gens se sentant de moins en moins représentés. Un autre intervenant juge cela dangereux car la personne pour qui on a voté positivement pourrait en être affaiblie. Enfin, une personne prend la parole pour signifier qu'elle est chagrinée par l'idée de rendre le vote obligatoire par respect de la liberté de chacun.
- › La mise en place d'un service citoyen obligatoire est suggérée pour permettre aux jeunes et moins jeunes de devenir citoyen au lieu de purger une peine de prison.
- › La proposition de réduire le nombre de députés et de sénateurs est qualifiée de bonne idée. Une dose de proportionnelle est positive pour que des minorités qui n'arrivent pas à gagner des sièges au second tour des élections puissent être représentées. Les députés qui ne sont pas issus d'une région doivent pouvoir être attachés à un territoire.
- › Les communautés des communes ont un pouvoir décisionnaire de plus en plus important. Qui les contrôle ?
- › Une participante évoque l'Europe en suggérant la création d'une chaîne de télévision consacrée à l'Union européenne et ce, pour une meilleure compréhension par la population de cette institution. Elle ajoute qu'il conviendrait de donner moins de pouvoir à la Commission européenne qui est fortement soumise au poids des lobbies et enfin que l'euro ne dépende pas du dollar.
- › Il conviendrait de s'interroger sur la solidarité nationale afin de ne laisser personne en marge de la société.
- › Comment investir dans les gens en mouvement, en flux migratoire en ayant un regard plus ouvert ?



PROPOSITIONS, PISTES DE RÉFLEXION

- › Restaurer le cumul des mandats députés et maires.
- › Développer la démocratie participative au niveau des communes avec la mise en place de conseils participatifs. Par exemple, il faudrait instaurer des conseils participatifs comme en Alsace. Ainsi, le débat s'organiserait avec 40 % de citoyens volontaires issus de la commune, 20 % d'élus concernés par le sujet, et 40 % de citoyens tirés au sort issus d'une liste de citoyens inscrits dans une liste participative. La synthèse du débat serait remise au conseil municipal.
- › Désynchroniser l'élection présidentielle avec les élections législatives.
- › Introduire une dose de proportionnelle.
- › Aller vers une démocratie parlementaire. Le Chef de l'État doit avoir un rôle d'arbitre en cas de crise grave.
- › Rétablir le lien de confiance entre nos élus et la population. Les médias ont un rôle pédagogique à jouer.
- › Remettre en vigueur le septennat pour un participant, un autre ajoute: unique et non renouvelable.
- › Instaurer un mandat de 3 ans renouvelable pour les députés.
- › Mettre en place les réunions de quartiers dans toutes les communes pour permettre une démocratie plus directe.
- › Revenir à une élection proportionnelle départementale comme fait en 1986 concernant les élections des députés.
- › Instaurer les principes suivants: avoir un casier judiciaire vierge pour se présenter à une élection et inéligibilité pour ceux qui ont été condamnés.
- › S'orienter vers une culture du compromis, de la négociation pour gouverner le pays plutôt que la culture de la confrontation comme actuellement et ce, en provoquant des élections législatives tous les deux ans avec un renouvellement par tiers ou par moitié de l'Assemblée nationale.
- › Aller vers une fédéralisation du pays comme la plupart des pays qui nous entourent afin de construire une véritable Europe.
- › Redonner tous les pouvoirs aux maires et non aux communautés de communes.
- › Redonner le pouvoir aux Régions et aux communes. Remettre en cause les élections départementales.
- › Donner un autre rôle, une autre fonction au Sénat en lui confiant des thèmes qui lui seraient propres comme l'Éducation nationale. Cela donnerait une constance dans le temps.
- › Diminuer le temps de travail pour travailler à des rythmes plus adaptés pour pouvoir recréer du lien.
- › S'attaquer au problème de l'inégalité femme-homme, notamment dans le monde du travail.
- › Étendre Erasmus à tous les niveaux d'études pour créer plus de liens entre les pays d'Europe.
- › Revenir à une attribution des subventions des emplois aidés plus raisonnable.
- › Encourager une année sabbatique pour les étudiants afin de découvrir l'Europe.

Les quatre thèmes du Grand débat national

Un moment d'expression citoyenne permettant à celles et ceux qui le souhaitent de s'exprimer librement.



L'organisation de l'État et des services publics

Chaque citoyen fait quasi au quotidien l'expérience des administrations et des services publics. C'est pourquoi, à travers le vécu et le ressenti de chacun et chacune, les enjeux du Grand débat doivent permettre de faire émerger des propositions pour les rendre plus utiles, plus accessibles, plus simples et plus transparents.



DIFFICULTÉS, REMARQUES, DOLÉANCES, INQUIÉTUDES, CRITIQUES

- › Les fermetures des bureaux de la Poste sont déplorées par nombre de participants. Le maire d'une commune concernée par la fermeture de son bureau de Poste devrait pouvoir donner son veto. Cependant, une personne fait remarquer que la société a changé et qu'il s'agit là peut-être d'un problème générationnel car elle n'utilise plus les services de la Poste depuis longtemps.
 - › La citoyenneté commence par l'intérêt que l'on porte à la vie de la cité.
 - › Une personne s'interroge sur la nécessité et le rôle des services publics. Pourraient-ils être privatisés, l'État gardant juste un rôle de contrôle, de surveillance ?
 - › Le problème de la mobilité est un vrai problème en France et il est sous-estimé.
 - › Les seniors moins mobiles ont des problèmes pour se rendre dans les services publics des villes avoisinantes.
 - › Le rythme est trop soutenu durant la période scolaire pour les enfants. Les vacances sont nombreuses, ce qui laisse beaucoup de temps libre pour certains jeunes livrés à eux-mêmes. Par ailleurs, cela pose des problèmes de garde d'enfants aux parents.
 - › La qualité des services publics a été améliorée grâce à la numérisation (télépaiement des parcmètres, renouvellement des cartes d'identité ou passeport, la déclaration des impôts...).
 - › La recherche fondamentale est asphyxiée avec moins de moyens humains et matériels. C'est un sujet important et primordial.
-



PROPOSITIONS, PISTES DE RÉFLEXION

- › Créer un service public de la maîtrise de la consommation d'énergie.
 - › Développer les Maisons des services publics qui ont été créées pour répondre aux besoins des citoyens éloignés des opérateurs publics.
 - › Prévoir un module au cours du cursus scolaire expliquant le système social français.
 - › Mettre en place plus de pédagogie et de formation sur les services publics.
-

Les quatre thèmes du Grand débat national

Une assemblée attentive
et participative.



La transition écologique

La transition écologique est une évolution vers un nouveau modèle économique et social qui vise à modifier notre façon de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble pour répondre aux grands enjeux environnementaux. Cette question a été jugée, par nombre de participants du Grand débat national de ce soir, comme étant transversale et ne devant pas se réduire à l'échelle nationale.



DIFFICULTÉS, REMARQUES, DOLÉANCES, INQUIÉTUDES, CRITIQUES

- › Concernant les logements, on comptabilise en France 7,5 millions de “passoires thermiques”. Les ménages précaires sont les plus affectés. Il y a un gros effort de rénovation de ces logements à entreprendre.
- › Un participant fait part de son incompréhension face au non-suivi des accords pris par les différents pays lors de la Cop 21. L'Union Européenne devrait faire un bilan chaque année du respect des objectifs de la Cop 21 par chacun des pays et en aviser les populations.
- › La transition écologique implique une augmentation des ressources financières. L'État devrait lancer un grand emprunt afin de financer des logements propres.
- › Une personne évoque combien elle a été choquée d'apprendre l'abandon des portiques écotaxe qui ont eu un coût très élevé et inconsidéré pour la nation. Elle estime que les remettre en service pour taxer les camions étrangers qui se déplacent sur notre territoire serait une bonne option.
- › Le débat sur le diesel irrite certains car les moteurs diesel sont aujourd'hui plus performants que les moteurs à essence, à motorisation équivalente, en matière d'émission de CO2. Les utilisateurs estiment ne pas pouvoir avoir une vision claire de la problématique essence/diesel à cause des lobbies.
- › La voiture électrique n'est pas une solution miracle: les matériaux sont rares et chers, la durée de vie de la batterie est moindre, le recyclage est très élevé; faut-il vraiment la généraliser? À l'inverse, une personne estime que le moteur d'une voiture électrique s'use moins qu'un moteur thermique et que le véhicule coûte en outre moins cher à l'entretien.
- › Le démantèlement des centrales nucléaires est irréaliste. S'il y a du gardiennage du cœur des centrales nucléaires, le démantèlement devient plus cher et donc improbable.
- › Le problème des livraisons par les camions est évoqué: comment bien organiser le dernier kilomètre pour ne pas encombrer les voies de circulation urbaines déjà surchargées? Il est constaté une multiplication des livraisons par camion. La Poste ne pourrait-elle pas regrouper toutes les livraisons et ne faire qu'une à deux livraisons par jour?
- › En tant que consommateur, on a un poids pour faire changer la situation écologique.
- › La transition écologique ne pourra se faire que si elle se fait d'une manière participative (covoiturage, télétravail...) et non punitive.
- › La transition écologique passe par chacun d'entre nous, par des gestes au quotidien.
- › La transition écologique est génératrice d'emplois et ramène plus de proximité et de liens entre les citoyens.
- › On doit consommer moins, se déplacer moins, ainsi les mesures en faveur de la transition écologique comme l'augmentation du prix du carburant ne paraîtront pas punitives.
- › La transition écologique est liée au réchauffement climatique et aux pertes des ressources. Notre modèle économique doit changer de manière radicale et il faut décider à quelle vitesse on décide de faire cette transition.
- › La transition écologique concerne le niveau individuel, local, national et international.
- › Les pistes cyclables coûtent très cher alors qu'elles sont peu voire pas utilisées, estime un participant. Il lui est rétorqué que toutes les pistes cyclables ne sont pas adaptées à une bonne circulation notamment à cause des véhicules qui se garent dessus.
- › Il serait judicieux de consommer moins de viande.
- › La fiscalité locale doit servir à financer l'implantation de services comme une boulangerie ou un bar.
- › Quel est le coût réel de l'électricité que nous vend EDF? Quid du coût réel du démantèlement des centrales nucléaires (23 milliards annoncés mais ce chiffre paraît peu réaliste à un intervenant)? Les Français doivent prendre conscience qu'ils ne paient pas le coût réel de l'énergie.
- › Comment traite-t-on les problèmes de l'augmentation de la population mondiale au niveau international?



PROPOSITIONS, PISTES DE RÉFLEXION

- › Favoriser en priorité la rénovation thermique des logements des ménages précaires. L'État doit prendre en main le financement et la maîtrise de ces travaux.
- › Densifier le logement dans les zones tendues pour permettre aux gens de résider plus près de leur lieu de travail.
- › Inciter les propriétaires de logements vides à louer leur logement (30 % de logements vides à Paris).
- › Faire un moratoire sur la construction de zones commerciales qui contribuent à augmenter les déplacements en voiture et vider les centres-villes.
- › Améliorer les déplacements des banlieusards en faisant progresser les différents services de transport (train, bus).
- › Aider les ménages les moins favorisés à changer leur chaudière à fioul.
- › Stopper les mesures qui encouragent les déplacements en voiture (comme les frais réels). Mettre en place des mesures incitatives pour les personnes qui se déplacent par d'autres moyens que la voiture.
- › Donner du pouvoir d'achat en baissant la contribution au service public de l'électricité (CSPE) qui est un prélèvement fiscal sur la consommation d'électricité en France.
- › Faire une évaluation en termes de création d'emplois pour chaque mesure proposée en faveur de la transition écologique.
- › Taxer le kérosène.
- › Réduire la pollution lumineuse (notamment l'éclairage public la nuit).
- › Organiser un référendum pour trancher des questions d'importance liées à la transition écologique.
- › Développer le ferroutage et le tramway marchandise rencontre l'adhésion des participants. Cependant, une personne précise que des études démontrent que cela peut engendrer plus de pollution que le transport routier.
- › Réduire les emballages.
- › Retirer à la grande distribution certains services comme la boulangerie pour recréer des emplois au sein des villes et des villages.
- › Mettre en place des émissions télévisées quotidiennes pour montrer ce qui se fait de bien en matière d'écologie.
- › Favoriser les bus électriques par des appels d'offres.
- › Donner plus de lisibilité aux consommateurs sur les coûts de transport lors d'un achat via l'e-commerce.

Les échanges denses, constructifs et riches ont permis à chacune et chacun de s'exprimer librement, de donner son opinion et de prendre part ainsi à la réflexion nationale sur les réformes éventuelles à venir.

Le grand **débat national**

